

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

jeudi 5 mars 2026

Entre inquiétude géopolitique et résilience économique...

Matières Premières				Cloture américaine				Indices Futures			
	Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg
Crude Oil	77.59	2.93	3.92%	S&P 500	6,869.50	52.87	0.78%	S&P 500	6,848.25	-27.75	-0.40%
Gold	5,138.50	3.80	0.07%	Dow Jones	48,739.41	238.14	0.49%	NASDAQ F	24,996.75	-131.5	-0.52%
Silver	81.785	-1.40	-1.68%	Nasdaq	22,807.48	290.79	1.29%	DJIA F	48,548	-248	-0.51%
	Changes			VIX	21.15	-2.42	-10.27%				
DXY Index	99.16	0.390	0.39%	Secteurs à Wall Street				Asie			
Euro	1.1596	-0.004	-0.34%					% Chg Nikkei	55,102.23	856.69	1.58%
Yen	157.19	0.130	0.08%	Consumer Discretionary		2.24%		Hang Seng	25,282.74	33.26	0.13%
Pound	1.332	-0.005	-0.40%	Information Technology		1.27%		Shanghai	4,102.16	19.68	0.48%
				Communication Services		0.58%		Singapore	4,841.56	28.81	0.60%
Marché obligataire				Financials		0.58%		Asia Dow	5,539.07	150.06	2.78%
	Price	Daily en pb		Utilities		0.41%		Europe			
U.S. 10yr	4.122	1.8		Industrials		0.32%		Stoxx 600	612.71	8.27	1.37%
Germany 10yr	2.757	-0.9		Health Care		0.19%		CAC 40	8,167.73	63.89	0.79%
Italy 10yr	3.435	-6.4		Real Estate		0.13%		DAX	24,205.36	414.71	1.74%
Japan 10yr	2.161	4.3		Materials		-0.07%		FTSE MIB	45,336.88	868.42	1.95%
Crypto				Consumer Staples		-0.53%		IBEX 35	17,487.00	424.6	2.49%
Bitcoin USD	72,449	-673	-0.92%	Energy		-0.73%		FTSE 100	10,567.65	83.52	0.80%
Ethereum USD	2,123.32	-27.51	-1.28%								

Achevé de rédiger à 7h35

La guerre au Moyen-Orient

- Les tensions militaires au Moyen-Orient se sont fortement intensifiées avec des frappes, tirs de missiles et incidents impliquant l'Iran, Israël et leurs alliés, provoquant des victimes et des inquiétudes économiques mondiales. Le conflit s'étend à plusieurs pays de la région avec des interceptions de missiles, des frappes et un incident naval majeur ayant détruit une frégate iranienne.
- Les sénateurs républicains ont majoritairement soutenu la campagne militaire de Donald Trump contre l'Iran en rejetant une résolution visant à limiter son pouvoir militaire sans autorisation du Congrès. Ce vote illustre le soutien républicain à l'exécutif et les profondes divisions politiques sur les pouvoirs présidentiels en matière de guerre.
- Les conséquences économiques du conflit commencent à se faire sentir, le FMI alertant sur les risques pour l'économie mondiale. Plusieurs pays prennent déjà des mesures de stabilisation face aux tensions sur les approvisionnements et les marchés.
- Les Etats-Unis ont mené une opération navale contre un navire militaire iranien près du Sri Lanka afin de perturber ses activités et ses réseaux logistiques. Cette intervention étend le conflit vers l'océan Indien et inquiète les pays d'Asie du Sud en raison des risques pour une route maritime commerciale stratégique.
- Une analyse militaire américaine estime que les premières frappes ont déjà affaibli les capacités de coordination et de réponse de l'Iran grâce à la supériorité technologique américaine. Toutefois, l'Iran conserve des capacités asymétriques et pourrait poursuivre un conflit prolongé via ses réseaux de milices régionales.
- Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez s'oppose à la stratégie de Donald Trump au Moyen-Orient et appelle à privilégier la diplomatie et la solution à deux Etats. Sa position, soutenue par plusieurs dirigeants européens, reflète une volonté de l'Europe d'adopter une ligne stratégique plus indépendante des Etats-Unis.
- La France a demandé une réunion d'urgence des ministres des Finances du G7 pour coordonner une réponse économique face aux conséquences du conflit. L'objectif est de stabiliser les marchés, sécuriser l'énergie et soutenir les pays les plus exposés afin d'éviter une crise financière plus large.

Point clefs :

Les tensions militaires au Moyen-Orient se sont fortement intensifiées avec plusieurs frappes, tirs de missiles et incidents impliquant l'Iran, Israël et leurs alliés, suscitant également des inquiétudes économiques mondiales.

L'Iran a déclaré avoir tiré des missiles contre des bases de groupes kurdes au Kurdistan irakien et lancé une nouvelle salve de missiles vers Israël, déclenchant les systèmes de défense israéliens, tandis que des explosions ont été signalées à Téhéran et que le sud de Beyrouth, bastion du Hezbollah, a été de nouveau frappé. Le conflit s'étend également à la région avec l'interception de missiles en Arabie saoudite, l'évacuation de résidents près de l'ambassade américaine au Qatar après une frappe contre la base d'Al-Udeid, et un incident maritime impliquant l'explosion d'un pétrolier au large du Koweït. Washington a dénoncé comme « inacceptable » un missile iranien s'approchant de l'espace aérien turc. Les affrontements ont également fait des victimes au Liban et provoqué un incident naval majeur avec la destruction d'une frégate iranienne dans l'océan Indien, faisant des dizaines de morts.

Les sénateurs républicains du Sénat américain ont majoritairement apporté leur soutien à la campagne militaire engagée par le président Donald Trump contre l'Iran en rejetant une résolution bipartite qui visait à limiter son action militaire. Ce texte, inspiré de la législation sur les pouvoirs de guerre du Congrès, cherchait à mettre fin à la campagne aérienne en cours et à obliger le président à obtenir une autorisation explicite du Congrès avant toute nouvelle hostilité contre l'Iran. Lors du vote, la résolution a été rejetée par 53 voix contre 47, les républicains s'y opposant presque unanimement et considérant que le président, en tant que commandant en chef, doit conserver une marge de manœuvre pour agir rapidement face aux menaces sécuritaires. A l'inverse, la majorité des démocrates soutenaient la mesure afin de réaffirmer le rôle constitutionnel du Congrès dans la décision d'entrer en guerre et de limiter le risque d'une escalade militaire prolongée au Moyen-Orient. Le vote a ainsi confirmé le soutien politique d'une grande partie du camp républicain à la stratégie militaire de l'exécutif, tout en illustrant les fortes divisions au sein du Congrès américain sur l'étendue des pouvoirs présidentiels en matière d'engagement militaire.

Parallèlement, les retombées économiques commencent à apparaître, le FMI avertissant que la guerre met de nouveau l'économie mondiale sous pression, la Corée du Sud activant un fonds de stabilisation de près de 59 Mds € et la Chine limitant ses exportations de carburants par crainte de tensions d'approvisionnement.

Autres éléments :

L'armée américaine a mené une opération navale ciblée pour détruire un bâtiment militaire iranien au large des côtes du Sri Lanka. Cette intervention inédite dans l'Océan Indien démontre la volonté de Washington de couper les lignes de communication et de ravitaillement de l'Iran loin de ses eaux territoriales traditionnelles. Le navire visé était soupçonné de coordonner des actions de harcèlement contre les pétroliers et de fournir du renseignement stratégique aux groupes affiliés à Téhéran. En frappant dans cette zone, les Etats-Unis envoient un signal clair : aucune zone maritime n'est considérée comme un sanctuaire pour les activités militaires iraniennes. Cette action aggrave les tensions diplomatiques avec les pays de l'Asie du Sud, qui voient avec inquiétude le conflit moyen-oriental s'exporter dans leurs zones économiques exclusives, menaçant la stabilité d'une route maritime essentielle pour le commerce vers l'Asie.

Le commandement suprême des forces américaines a rendu publique une analyse tactique estimant que l'équilibre militaire global commence à basculer après les premières interventions en Iran. Bien que le conflit soit entré dans une phase active seulement récemment, la neutralisation de plusieurs centres névralgiques de communication et de logistique adverses aurait déjà dégradé significativement la capacité de réponse coordonnée de l'Iran. Le rapport souligne l'efficacité de la supériorité technologique américaine dans l'engagement des cibles à haute valeur ajoutée. Toutefois, **les responsables militaires restent prudents sur la durée nécessaire pour obtenir une stabilisation pérenne, soulignant que l'adversaire conserve des capacités de nuisance asymétriques et peut compter sur des réseaux de milices régionales pour mener une guerre d'usure.** Cette évaluation cherche à démontrer l'efficacité de la stratégie de frappes chirurgicales adoptée par Washington pour limiter l'extension du conflit tout en atteignant des objectifs stratégiques décisifs.

Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a exprimé une opposition frontale à la politique étrangère de l'administration de Donald Trump, particulièrement en ce qui concerne la gestion de la crise au Moyen-Orient. En réitérant fermement le slogan « *No a la guerra* », le dirigeant espagnol souligne une divergence majeure sur l'usage de la force et le respect du droit international. Sánchez insiste sur la nécessité de maintenir une voie diplomatique centrée sur la solution à deux États pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Cette prise de position n'est pas isolée sur le continent, puisque l'article rapporte qu'elle a reçu un soutien explicite de plusieurs autres dirigeants européens. **Ces derniers voient dans l'attitude espagnole une défense des principes de multilatéralisme face à ce qui est perçu comme une approche unilatérale de Washington. Cette fronde diplomatique pourrait influencer les futures relations entre l'Union Européenne et les Etats-Unis, mettant en lumière une volonté européenne de définir sa propre ligne de conduite stratégique indépendamment des impulsions de la Maison-Blanche.** L'Espagne se place ainsi en tête d'un bloc de pays refusant l'escalade militaire et prônant une intervention humanitaire et politique accrue dans la région.

La France a pris l'initiative d'appeler à une réunion d'urgence des ministres des Finances du G7 pour évaluer l'impact économique du conflit au Moyen-Orient. L'objectif est de coordonner une réponse financière internationale pour stabiliser les marchés et soutenir les économies régionales les plus exposées au risque de déstabilisation. Les discussions porteront sur la sécurisation des approvisionnements énergétiques, le financement des aides humanitaires et la mise en œuvre de sanctions ciblées pour tarir les revenus des groupes terroristes. Paris insiste sur la nécessité d'une solidarité financière entre les grandes puissances pour éviter qu'une crise géopolitique ne se transforme en crise financière systémique. Cette réunion doit également permettre de définir un cadre de soutien macroéconomique pour les pays limitrophes du conflit, dont la stabilité est jugée vitale pour la sécurité globale de la zone euro.

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

La bourse américaine a terminé la séance d'hier en hausse dans un contexte marqué par un apaisement relatif des tensions géopolitiques et par des indicateurs macroéconomiques rassurants. Le S&P 500 a débuté la séance proche de l'équilibre et hésitant, à 6 832 points, mais, finalement, il est monté, sur la première heure, à 6 875, et n'a plus bougé de la séance ! Il clôture à 6 870 (+ 53 points), en hausse de 0,8%. Le Dow Jones progresse de 0,5% à 48 739 (+ 238 points) et le Nasdaq de 1,3% à 22 807 (+ 291 points). Le VIX est en chute de 10,3% à 21,2, signe d'un certain apaisement des anticipations de turbulences sur les marchés.

La séance a été dominée par un rebond des valeurs technologiques et de croissance après les tensions des dernières semaines, les investisseurs estimant que les risques immédiats liés au conflit au Moyen-Orient pourraient être moins sévères que redoutés. **Des informations de presse ont en effet évoqué des contacts indirects entre des agents du renseignement iranien et la CIA au lendemain des frappes américano-israéliennes, alimentant l'espoir d'une possible désescalade diplomatique**, même si Washington reste prudent quant aux intentions réelles de Téhéran. Parallèlement, la Maison Blanche a cherché à rassurer **les marchés énergétiques en annonçant des mesures destinées à garantir la circulation du pétrole dans le détroit d'Ormuz, notamment via des escortes navales et des dispositifs d'assurance contre les risques politiques pour les pétroliers**. Ces annonces ont contribué à stabiliser les prix du pétrole après leur flambée récente, limitant ainsi les craintes d'un choc inflationniste supplémentaire. Le Brent s'est stabilisé autour de 81,40 \$ le baril. La détente relative sur le marché pétrolier a favorisé un rebond des actions, d'autant que les investisseurs ont également pris connaissance de déclarations du secrétaire au Trésor Scott Bessent indiquant que l'administration américaine travaillait à maintenir la fluidité des approvisionnements énergétiques mondiaux.

Dans le même temps, les investisseurs ont dû intégrer l'annonce de droits de douane mondiaux de 15% susceptibles d'entrer en vigueur prochainement, un élément qui a limité l'ampleur de la hausse des indices mais n'a pas suffi à inverser la tendance positive. Les marchés obligataires ont toutefois continué de refléter un environnement d'inflation potentiellement persistante avec une hausse des taux à 10 ans au-dessus des 4,10%.

Sur le plan macroéconomique, la séance a été soutenue par une série d'indicateurs solides confirmant la résilience de l'économie américaine. Le rapport ADP sur l'emploi privé a montré que les entreprises ont créé 63 000 postes en février, un chiffre supérieur aux attentes du consensus, suggérant que le marché du travail demeure robuste malgré le ralentissement observé ces derniers mois. Dans le même temps, l'indice ISM des services a progressé à 56,1, son plus haut niveau depuis trois ans et demi, contre 53,5 attendu, ce qui indique une accélération de l'activité dans le secteur tertiaire. De plus, **la composante des prix payés de cette enquête a reculé à un plus bas de onze mois, suggérant un début d'apaisement des pressions inflationnistes dans les services (confirmé plus tard par le Beige Book)**. Néanmoins, les investisseurs n'ont pas modifié leurs anticipations sur le *timing* de baisse des taux directeurs (septembre plutôt que pour juillet). Le *Beige Book* a, par ailleurs, indiqué que l'activité économique avait progressé à un rythme faible à modéré dans la majorité des districts, tandis que l'emploi restait globalement stable et que les prix continuaient d'augmenter à un rythme modéré.

Au niveau des valeurs, les fabricants de semi-conducteurs ont particulièrement brillé, à l'image d'**Advanced Micro Devices** (+ 5,8%), **Micron Technology** (+ 5,6%) ou encore **Intel** (+ 5,8%), profitant d'un regain d'appétit pour les titres liés à l'IA et aux infrastructures numériques. **Nvidia** (+ 1,7%) et **Broadcom** (+ 1,2%) ont également progressé. Les valeurs liées aux cryptomonnaies ont elles aussi signé de fortes hausses après un rebond du *bitcoin* de plus de 7%, soutenu par un message du président Donald Trump appelant à l'adoption d'une législation favorable au secteur : **Coinbase Global** a bondi de 14,6%, tandis que **Strategy** a gagné 10,4%. Les sociétés de capital-investissement ont également rebondi, reflétant un regain d'appétit pour le risque après les turbulences récentes sur le marché du crédit privé, avec **KKR** (+ 3,6%) et **Blackstone** (+ 2,9%). Parmi les autres mouvements marquants, **Moderna** (+ 16,0%) a annoncé d'un accord mettant fin à un litige lié au brevet de son vaccin contre le Covid-19, tandis que la société d'infrastructures d'intelligence artificielle **CoreWeave** a progressé de 7,8% après la signature d'un contrat avec la start-up Perplexity pour fournir des serveurs destinés à l'entraînement de modèles d'IA. Dans la distribution, **Ross Stores** (+ 8,0%) a publié des résultats trimestriels supérieurs aux attentes. A l'inverse, certaines valeurs ont subi des prises de bénéfices ou des réactions négatives à leurs perspectives, comme **Brown-Forman** (- 6,7%) après avoir évoqué un environnement de coûts difficile pour les deux prochaines années. **GitLab** a perdu 6,2% après des prévisions jugées prudentes pour 2027 et **Abercrombie & Fitch** a cédé 3,6% après des perspectives de ventes trimestrielles inférieures aux attentes. Le secteur énergétique a quant à lui marqué le pas avec le repli du pétrole, **Baker Hughes** abandonnant 2,7%, **ConocoPhillips** 2,4% et **Exxon Mobil** 1,3%.

Détail de la séance sur les valeurs : cf. Les US en Actions.

Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

Le **Nikkei 225** connaît un rebond, de 2,2%, reprenant une partie de ses pertes du début de semaine et suivant Wall Street. Toutefois, la volatilité des prix du pétrole reste un frein et que les craintes d'inflation restent élevées alors que les hostilités entre les Etats-Unis et l'Iran ne montrent aucun signe d'apaisement. Les marchés auront besoin d'une plus grande clarté sur la durée du conflit et sur l'impact de son impact sur la croissance et l'inflation pour que le rebond des actions soit maintenu. Le gouverneur de la Banque du Japon, Kazuo Ueda, a également averti que l'escalade des tensions au Moyen-Orient pourrait avoir un impact significatif sur l'économie japonaise, indiquant que la banque centrale pourrait maintenir les taux de politique inchangés pendant une longue période. Les actions technologiques sont en hausse, avec des gains solides pour Fujikura (+ 4,6%), Advantest (+ 4,1%) et Tokyo Electron (+ 2,8%). Les secteurs financiers ont également surperformé : Mitsubishi UFJ Financial, Mizuho Financial et Sumitomo Mitsui ont enregistré des gains allant de 5% à 9%.

Le **Hang Seng** est en hausse de 0,6% et le composite de **Shanghai** gagne 0,8%. La confiance a été renforcée par l'engagement du Premier ministre Li Qiang de maintenir son élan après que la Chine ait atteint son objectif de croissance pour 2025. Ce matin, **la Chine a fixé pour 2026 un objectif de croissance du PIB compris entre 4,5 % et 5,0 %, le plus bas depuis au moins les années 1990**, signalant l'entrée de l'économie dans une phase d'expansion plus lente. Ce choix reflète un contexte marqué par une consommation des ménages atone, un investissement affaibli et un secteur immobilier toujours en difficulté. Malgré une croissance de 5,0% en 2025, largement soutenue par les exportations et un excédent commercial record d'environ 1 200 Mds \$, ce modèle accentue les déséquilibres mondiaux et suscite des critiques de partenaires commerciaux. Pékin cherche à renforcer la demande intérieure tout en poursuivant sa stratégie

de puissance industrielle et d'autonomie technologique, notamment dans les semi-conducteurs, les véhicules électriques, l'IA et la robotique, face aux restrictions technologiques occidentales. La stabilisation de l'emploi reste une priorité, avec des plans visant à créer 12 millions d'emplois urbains et à plafonner le taux de chômage à 5,5%, inchangé depuis 2025. **Le gouvernement prévoit aussi des mesures de soutien budgétaire, dont un déficit public d'environ 4,0% du PIB**, de nouveaux financements d'investissement d'environ 800 Mds yuans et des programmes destinés à stimuler la consommation. Les gouvernements locaux seront autorisés à émettre 4 400 Mds de CNY en obligations à usage spécial pour financer des projets d'investissement. Parallèlement, 1 300 Mds de CNY d'obligations ultralongues seront également émises, égalant le quota de l'année dernière pour renforcer le soutien budgétaire. La Chine s'est aussi engagée à stabiliser son secteur immobilier et à optimiser l'offre de logements. Les autorités prévoient de mieux utiliser le parc immobilier de marchandises existant, notamment en achetant des logements invendus et en les transformant en logements subventionnés par le gouvernement afin de réduire le surplus de stock. Pékin a déclaré qu'il explorerait « diverses voies » pour absorber la surabondance de biens invendus, tout en promouvant la construction ordonnée de « maisons de qualité » afin d'améliorer les standards globaux du logement. Les efforts se concentreront également sur l'accélération de la rénovation des logements urbains délabrés, visant à améliorer les conditions de vie et à soutenir la demande intérieure. De plus, le gouvernement s'est engagé à étendre l'offre de logements subventionnés, renforçant ainsi son engagement à stabiliser le marché immobilier et à résoudre les déséquilibres structurels d'offre et de demande. Cependant, l'économie reste fragilisée par un environnement déflationniste, une confiance affaiblie, une croissance salariale faible et un chômage des jeunes élevé.

Le **KOSPI** rebondi de 11,7% pour dépasser 5 680 points, après avoir chuté de près de 20% lors des trois séances précédentes. Les actions des semi-conducteurs et des technologies rebondissent après cette vente historique. Les actions sont aussi soutenues par la stabilisation des prix du pétrole et l'assouplissement des inquiétudes liées à l'inflation, bien que les hostilités entre les Etats-Unis et l'Iran se soient poursuivies sans signes évidents de désescalade. Pour que la reprise soit maintenue, les investisseurs auront probablement besoin d'une orientation plus claire sur la durée du conflit et ses implications pour la croissance et la dynamique des prix. Les principaux fabricants de puces Samsung Electronics (+ 12,8%) et SK Hynix (+ 14,6%) sont en forte hausse. Parmi les autres gagnants notables figuraient Hanmi Semiconductor (+ 23,6%), Woori Technology (+ 29,9%) et Hyundai Motor Company (11,6%).

Le **S&P/ASX 200** a progressé de 0,4% pour atteindre environ 8 940, après avoir perdu plus de 3,0% lors des deux sessions précédentes. Face à l'atténuation des inquiétudes concernant la flambée des prix du pétrole, les investisseurs ont évalué l'impact inflationniste du conflit au Moyen-Orient. Les inquiétudes sur une possible hausse des taux de la *RBA* restent élevées. Par secteur, les actions bancaires, de santé et technologiques ont mené cette avancée. Le géant de la biotechnologie CSL a progressé de 2,5% et les actions de logiciels logistiques Wisetech Global, Xero et Technology One ont bondi entre 5% et 7%, suivant leurs homologues américains en hausse. Par ailleurs, les dernières données montrent également que l'excédent commercial australien s'est réduit à 2,63 Mds \$A en janvier, en-dessous des prévisions, les exportations ayant chuté de 0,9% et les importations augmentant de 0,8%.

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

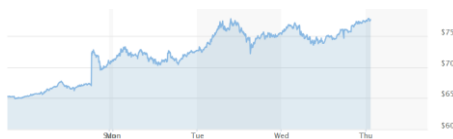
Sur le marché des changes, le dollar a connu un recul, après plusieurs jours de forte progression, dans un contexte où les investisseurs continuent de surveiller de près l'évolution du conflit au Moyen-Orient et ses implications économiques et inflationnistes. Le *Dollar Index* est passé de 99,2 à 98,71, mais ce matin, il revient vers les 99,0. Cette détente relative est intervenue alors que les marchés ont brièvement nourri l'espoir d'une désescalade du conflit entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran, après des informations selon lesquelles des agents du renseignement iranien auraient manifesté un intérêt pour des discussions avec la CIA afin d'explorer une issue diplomatique, même si Téhéran a ensuite démenti ces contacts. Mais, malgré ce repli très limité, le dollar conserve ainsi un gain supérieur à 1% sur la semaine, illustrant son statut de « devise refuge » dans un environnement de marché volatil qui a également affecté les actions, les obligations et même certains actifs traditionnellement défensifs. En Europe, l'euro s'est stabilisé autour de 1,16 \$, se redressant légèrement après avoir touché un plus bas de plus de trois mois face au billet vert. L'euro reste néanmoins sous pression dans un contexte d'incertitudes énergétiques et de tensions géopolitiques susceptibles d'affecter la croissance européenne. Les marchés monétaires intègrent désormais environ 40% de probabilité d'une hausse de taux de la BCE d'ici la fin de l'année, alors qu'un scénario de baisse était encore envisagé récemment. La livre sterling évoluait pour sa part sans direction claire autour de 1,33 \$. Le franc suisse demeure proche de ses plus hauts historiques face au dollar, les investisseurs arbitrant entre la demande pour les actifs refuges et la possibilité d'une intervention de la Banque Nationale Suisse afin de limiter une appréciation excessive de sa devise dans un contexte d'inflation très faible. En Asie et dans les autres régions, le yen japonais a bénéficié de la détente du dollar, progresse à 157,1 yens pour un dollar, alors que les autorités japonaises ont réaffirmé leur vigilance face aux fluctuations du marché des changes et n'excluent pas une intervention si nécessaire. Le dollar australien, très volatil ces derniers jours, s'est maintenu autour de 0,7068 \$, oscillant entre son rôle de baromètre du risque mondial et celui de devise soutenue par la richesse énergétique de l'économie australienne. En Chine, le yuan s'est légèrement apprécié autour de 6,886 pour un dollar après que la banque centrale a fixé un taux pivot à son niveau le plus élevé depuis près de trois ans, un geste interprété comme une tentative de stabiliser la devise alors que Pékin a annoncé un objectif de croissance pour 2026 compris entre 4,5% et 5,0%, légèrement inférieur au rythme enregistré l'an dernier.

Les marchés obligataires ont été marqués par une poursuite des tensions sur les taux longs américains. Les inquiétudes inflationnistes liées à l'énergie restent fortes. Aux Etats-Unis, les taux à 10 ans ont fluctué entre 4,05% et 4,09%, mais en fin de séance, ils ont rebondi autour des 4,10% et ce matin, en Asie, ils sont à 4,133%. Cette remontée des taux s'explique en grande partie par l'amélioration de l'appétit pour le risque, illustrée par la progression de Wall Street, qui a réduit la demande pour les actifs refuges. Les investisseurs ont également réagi à des indicateurs macroéconomiques plus robustes que prévu, qui ont renforcé l'idée d'une économie américaine résiliente et ont contribué à repousser les anticipations d'assouplissement monétaire. Dans le même temps, les déclarations de la présidente de la Fed de Cleveland, Beth Hammack, estimant que la politique monétaire pourrait rester inchangée pendant une période prolongée, ont été perçues comme relativement restrictives et ont pesé sur les cours obligataires. En Europe, la séance a été caractérisée par un léger recul des taux longs souverains après leur forte progression en début de semaine. Les taux à 10 ans allemands se sont repliés autour de 2,757% (- 0,9 pb), tandis que les taux français et italiens ont également légèrement diminué, l'OAT française à dix ans revenant vers 3,358% (- 4,7 pb) et le BTP italien à 3,435% (- 6,4 pb). Les

investisseurs ont continué d'évaluer l'impact potentiel du conflit au Moyen-Orient sur les prix de l'énergie et l'inflation en Europe. Les statistiques macroéconomiques de la zone euro ont montré une certaine solidité : les prix à la production ont progressé davantage que prévu en janvier et le taux de chômage est tombé à un plus bas historique de 6,1%, signe d'un marché du travail toujours dynamique. Au Royaume-Uni, les taux se sont également détendus après une forte hausse lors des deux séances précédentes : les *Gilts* à dix ans sont repassées sous 4,40%, à 4,376% (- 3,3 pb) exactement. Les investisseurs ont revu à la baisse leurs anticipations de baisse de taux de la Banque d'Angleterre en raison des risques inflationnistes liés à la hausse des prix du pétrole et du gaz. Les marchés n'accordent désormais qu'environ 20% de probabilité à une baisse de taux lors de la prochaine réunion, contre environ 75% une semaine plus tôt, et n'anticipent plus qu'une seule réduction de 25 pb sur l'ensemble de l'année.

La séance sur les métaux précieux a été marquée par une nouvelle progression de l'or, soutenue à la fois par la montée des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et par un léger repli du dollar, qui a rendu le métal jaune plus attractif pour les investisseurs internationaux. L'or est revenu sur les 5 200 \$ l'once. Ce matin, il est à 5 170 \$. Cette hausse s'inscrit dans un contexte de forte demande pour les actifs refuges, les marchés restant particulièrement nerveux face à l'escalade militaire entre les Etats-Unis, Israël et l'Iran. Parallèlement, les investisseurs continuent de surveiller de près les perspectives de politique monétaire américaine, qui restent un déterminant majeur pour les métaux précieux. La nomination par le président Donald Trump de l'ancien gouverneur Kevin Warsh à la tête de la banque centrale américaine est perçue par certains acteurs de marché comme un signal en faveur d'une orientation potentiellement plus accommodante à moyen terme. Néanmoins, à court terme, les marchés anticipent largement un maintien des taux directeurs. Les autres métaux précieux ont également évolué à la hausse au cours de la séance. L'argent a progressé d'environ 1,3% pour se rapprocher de 85 \$ l'once, profitant lui aussi de la demande pour les actifs refuges et de la faiblesse du dollar. Le platine a enregistré une hausse de 1,6% pour atteindre près de 2 183 \$ l'once, tandis que le palladium est resté globalement stable autour de 1 675 \$. Dans l'ensemble, la séance illustre le rôle central des métaux précieux dans les stratégies de couverture des investisseurs face aux risques géopolitiques et inflationnistes, l'or restant le principal bénéficiaire de l'incertitude actuelle sur les marchés mondiaux.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

Les cours du pétrole ont terminé en légère hausse la séance d'hier, après trois jours de progression, alors que les Etats-Unis ont pris des mesures pour mettre fin à l'arrêt du trafic maritime dans le détroit d'Hormuz. Le pétrole brut *WTI*, pour livraison en avril, a clôturé en hausse de 0,10 \$ à 74,66 \$ le baril, tandis que le Brent, pour mai, a cédé 0,01 \$ à 81,39 \$. Les contrats à terme sur le pétrole ont connu une séance volatile, oscillant entre gains et pertes, le marché étant en quête de plus de clarté sur la durée du conflit dans le golfe Persique et sur la probabilité que les assurances et le soutien naval des Etats-Unis permettent aux pétroliers de circuler dans le détroit d'Ormuz. Les prix du pétrole ont bondi de 11% lors des deux premiers jours de la semaine. **Ce matin, les pétroliers restent encore bloqués de part et d'autre du détroit d'Hormuz en raison des risques d'attaques de drones iraniens et de la flambée des coûts d'assurance, tandis que les producteurs du Golfe Persique ferment des puits faute d'accès aux marchés.** Le président américain Donald Trump a déclaré que la *United States International Development Finance Corporation* proposerait une assurance contre les risques aux navires transitant par le détroit d'Hormuz, tout en envisageant des escortes navales pour les tankers

acheminant du pétrole vers le marché. Toutefois, des incertitudes persistent quant à la faisabilité du plan américain. En 1987, lors de la guerre des tankers pendant le conflit Iran-Irak, les Etats-Unis avaient assuré l'escorte navale des pétroliers koweïtiens, et les gouvernements britannique et américain avaient garanti la couverture des risques de guerre jugés inassurables par les assureurs privés. Cependant, la plupart des grands assureurs de tankers sont basés au Royaume-Uni, en Norvège et au Japon, et la grande majorité des navires ne sont ni américains ni battant pavillon américain. Un dispositif américain de soutien impliquerait donc une coordination importante avec des gouvernements non directement impliqués dans le conflit. **Le conflit réduit l'offre mondiale, mais les stocks restent abondants, la production ayant dépassé la demande depuis plus d'un an, ce qui atténue les craintes de pénuries susceptibles de provoquer une flambée des prix et une hausse de l'inflation.** En attendant, la guerre entre les Etats-Unis et l'Iran s'est intensifiée mercredi après une frappe américaine ayant touché un navire de guerre iranien au large du Sri Lanka, tandis que les républicains du Sénat américain ont soutenu la campagne militaire du président Donald Trump contre l'Iran. Ils ont voté contre une résolution bipartite visant à mettre fin à la guerre aérienne et à exiger une autorisation du Congrès pour toute hostilité contre l'Iran. Enfin, aux Etats-Unis, les stocks de brut américains ont augmenté de 3,475 millions de barils pour atteindre 439,3 millions pour la semaine se terminant le 27 février, dépassant les prévisions d'une hausse de 2,3 millions de barils. Au centre de livraison de Cushing, Oklahoma, les stocks de brut ont grimpé de 1,564 million de barils. Les stocks de distillats, qui incluent le diesel et le fioul de chauffage, ont augmenté de 0,429 million de barils pour atteindre 120,8 millions, contrairement aux attentes d'une baisse de 2,6 millions de barils. Par ailleurs, les stocks d'essence américains ont chuté de 1,704 million de barils pour atteindre 253,1 millions, soit plus que la baisse anticipée de 0,8 million de barils.



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considéré comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.